Méthodes en histoire du monde portugais

Méthodes en histoire du monde portugais

Conférences de l'année 2014-2015

Dejanirah Silva-Couto

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1874>

DOI : 10.4000/ashp.1874

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2016

Pagination : 281-289

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Dejanirah Silva-Couto, « Méthodes en histoire du monde portugais », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 147 | 2016, mis en ligne le 05 octobre 2016, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1874> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1874>

MÉTHODES EN HISTOIRE DU MONDE PORTUGAIS

Maître de conférences : M^{me} Dejanirah SILVA-COUTO

Programme de l'année 2014-2015 : I. *Réseaux d'information en Méditerranée au XVI^e siècle : le rapport d'arrestation de l'ambassadeur Durte Catanho, la mission d'Istanbul et les colonies italiennes au Portugal.* — II. *Le Portugal et l'Allemagne hitlérienne (V) : la question des bases navales secrètes dans l'Atlantique sud (1933-1945).*

I. Réseaux d'information en Méditerranée au XVI^e siècle : le rapport d'arrestation de l'ambassadeur Durte Catanho, la mission d'Istanbul et les colonies italiennes au Portugal

Après avoir étudié en 2013-2014 les réseaux d'information ibériques et musulmans en Méditerranée, la conférence s'est attachée en 2014-2015 à l'étude d'un manuscrit entièrement inédit de vingt-quatre folios en provenance des Archives nationales de la *Torre do Tombo* (AN/TT), à Lisbonne (*Corpo Cronologico* I, 240, 69). Avant d'aborder l'étude de son contenu, l'auditoire du séminaire a effectué la lecture du document et sa transcription en portugais, suivie d'une traduction partielle en français. Ce travail fit l'objet des séances de la conférence du premier semestre 2014-2015. Non seulement l'écriture du copiste est difficile à déchiffrer, mais les abréviations sophistiquées y sont fréquentes. On s'est servi, pour la lecture paléographique, du manuel polycopié *Abreviaturas Paleográficas Portuguesas* de E. Borges Nunes (Lisboa : Faculdade de Letras, 1981), un outil indispensable d'initiation à la discipline. La traduction française a posé divers problèmes en raison de l'existence de vocables d'origine persane ou arabe donnés à divers objets et produits.

Le très grand intérêt de ce manuscrit provient, de prime abord, de sa nature. Nous sommes en présence du rapport d'arrestation de Duarte Catanho, génois de l'île de Chios, ambassadeur du Portugal auprès de la Sublime Porte entre 1541 et 1546. Le document fut adressé par le *corregidor* Filipe Antunes au roi D. João III. Catanho fut victime d'un dénonciateur anonyme à la cour ; selon ce délateur il transmettait aux Ottomans des informations stratégiques sur les Portugais dans l'océan Indien.

Catanho séjourna à Lisbonne à l'automne 1545, à la suite d'une dernière mission qui le conduisit à Istanbul pendant l'été de la même année. Le rapport, daté du 31 janvier 1546, porte le nom des rédacteurs, les secrétaires Jacome Peres et Francisco Lopes, *escrivães* du magistrat royal, le *corregidor* Filipe Antunes. Un second document rattaché à ce rapport fut examiné dans le séminaire. Il s'agit d'une lettre personnelle de Filipe Antunes au roi (AN/TT, CCI, 77, 81). Un troisième document, une note du *corregidor* adressée au roi également (AN/TT, CCI, 77, 83) n'a pas été conservée.

Pour bien comprendre l'arrestation de Catanho il a fallu synthétiser sa carrière. Il entra au service du roi du Portugal en 1541. Il se fit connaître d'abord à Ormuz, où il faisait déjà du commerce en 1531, associé à un Génois, João Rodrigues Tomasini, et à

un marchand hindou converti (AN / TT, CCII,167,87). Le capitaine d'Ormuz l'expédia à Goa et les autorités portugaises, méfiantes, l'envoyèrent à Lisbonne. Il mena une première mission d'espionnage préalable en Égypte et à Istanbul (mai-octobre 1540) suivie d'un retour au Portugal. En février 1541, muni d'instructions royales, il gagna Istanbul où il demeura jusqu'à l'automne 1541. Il y fut reçu en audience vraisemblablement pendant l'été 1541, avant ou pendant la campagne de Hongrie (Soliman envoya au roi du Portugal une lettre à ce sujet en octobre-novembre 1541). Fin 1541, D. João III, craignant que le Génois soit « retourné » par les Ottomans, nomma autour du 6 décembre 1541 un ambassadeur en second, dont le rôle consista à surveiller Catanho et le déroulement des négociations (*As Gavetas da Torre do Tombo*, vol. VIII, Lisboa : Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1970, p.507, doc. n° 4432, *Gav.* XVIII, 5-10). Muni de trois minutes comportant les nouvelles instructions, Diogo de Mesquita, le nouvel ambassadeur, fut envoyé à son tour à Istanbul au début de 1542 (AN / TT, CCI,71,28). Il y demeura pratiquement toute l'année (le 13 février 1542 il fut signalé en déplacement à Chypre par Mose Benhacor, un espion du réseau du roi du Portugal (CCI,15,69). On peut admettre que son audience eut lieu en mai 1542. La traduction d'une lettre du Sultan, attachée à sa missive adressée au roi, y fait référence (AN / TT CCI,72,16).

Entre-temps la rivalité entre les deux ambassadeurs grandit et la discorde frappa la délégation portugaise. Catanho lui-même négligea l'ambassade, abandonna Diogo de Mesquita à Istanbul et retourna à Chios, à bord d'une embarcation de Khaïr-ed-dine Barberousse. Fin 1542 les négociations se trouvaient au point mort, mais le monarque portugais ne révoqua aucun de ses deux représentants. Comme la correspondance entre l'ambassadeur du Portugal à Rome et le roi en témoigne, Diogo de Mesquita demeura à Istanbul l'année 1543. Duarte Catanho retourna entretemps au Portugal mais regagna les rives du Bosphore à l'été 1544. En juillet de 1544 les deux ambassadeurs se retrouvaient ensemble à Venise, où Mesquita fit un compte rendu des négociations à Pero Carolo do Rego, l'ambassadeur portugais auprès de la *Serenissima* (AN / TT, CCI,75,29).

Le croisement de plusieurs sources ne confirme pas le retour de Mesquita au Portugal en 1544. Au contraire, il semble qu'il séjournait encore à Istanbul cette année-là, même s'il fut notifié entretemps de son rapatriement définitif au Portugal. Quoi qu'il en soit, Catanho fut reçu en audience en octobre 1544, comme l'atteste une lettre de Soliman à D. João III datée du 18-27 octobre 1544. Le sultan manifesta son impatience et son incompréhension, car D. João III Il avait ordonné aux ambassadeurs de revenir aux instructions de 1541, écartant celles de 1542 apportées par Diogo de Mesquita. En dépit de ce revers, Duarte Catanho reçut la permission de Soliman pour rentrer au Portugal en octobre 1544 mais ce retour n'est pas confirmé. La situation sembla sans issue jusqu'en 1545 ; Duarte Catanho reprit à nouveau le chemin du Portugal à l'été de cette dernière année. Le 20 décembre 1545, il annonça son nouveau départ à Istanbul pour relancer les négociations, bloquées, selon lui, par les manœuvres dilatoires de Mesquita. Cette fois-ci il devait s'y rendre accompagné d'un troisième ambassadeur dont on ne sait pratiquement rien, un certain Gaspar Palha.

Cependant la dénonciation tomba quelques jours avant le départ annoncé, quand le navire qui devait le ramener en Turquie fut déjà appareillé à Belém. Une lettre adressée

par l'influent marchand florentin Lucca Giraldi à D. João III fait référence aux rumeurs anonymes le concernant, propagées à la cour (*Obras completas de D. João de Castro*, vol. III, Coimbra : Por Ordem da Universidade, 1979, p. 138-139).

Déclenchée par surprise, la saisie du navire survint le 31 janvier 1546 à une heure du matin. Accompagnés du *corregidor* Filipe Antunes, des officiers de police (*meirinhos*) Jorge Correia et Francisco do Casal, les deux *escrivães* Francisco Lopes et Jacomo Pires montèrent à bord de la nef *Barrileiro*, après un premier échec d'accostage dû au mauvais temps. Le navire fut mis en quarantaine pendant la durée de l'inspection. Catanho, qui se trouvait à bord, ne put empêcher la fouille méticuleuse de sa cabine, placée en poupe du navire. Les teintures de Flandres qui habillaient les murs furent décrochées et sa couche démontée (f. 2). On dressa ensuite l'inventaire des deux coffres en cuir placés sous son lit. Dans ces entrefaites arrivèrent, convoqués en tant que témoins, l'ambassadeur Gaspar Palha, António do Loureiro et le marchand Lucca Giraldi. L'inventaire du premier coffre s'avéra d'un grand intérêt : on y retrouva aussi bien de riches étoffes indiennes que des pierres précieuses, des bijoux et une somme considérable en pièces d'or. Divers objets en ivoire et en argent étaient mêlés aux habits d'apparat de l'ambassadeur. La surprise surgit pourtant des doublures de quatre pourpoints (*gibões*). Une fois inspecté et déchiré, le premier d'entre eux dissimulait six cent *dobrões*. Le second cachait cinq cent quatre-vingt-dix autres. Les deux derniers contenaient six cent *dobrões* chacun, pour un total de 2 580 *dobrões* enfermés dans ces vêtements (f. 5).

L'inventaire du second coffre dévoila d'autres vêtements de l'ambassadeur, mais aussi des objets quotidiens rangés selon une logique qui nous échappe : une cassette à pain remplie de sucre, une nappe de drap de Flandres, neuve, des serviettes de table, des couverts, du fil à coudre, etc. Deux autres coffres, plus défraîchis, placés à l'extérieur de la cabine de Catanho, furent également ouverts : le troisième renfermait d'autres objets de cuisine (marmites) ainsi qu'une partie des habits des membres l'équipage, des domestiques et de l'ambassadeur (dont un peignoir en étoffe rouge, doublé de peaux d'agneau). Ce coffre enfermait une lettre de Diogo Martins, un marchand de Lisbonne, lestée de neuf *dobrões* et deux *cruzados*, soit vingt *cruzados*. L'argent était destiné à l'achat de tapis, probablement à Istanbul (f. 6v).

Finalement, on trouva dans le quatrième coffre, aussi défraîchi, de nombreuses lettres et des livres, qui furent rassemblés, jetés dans un sac et rendus au *corregidor*. Ce coffre contenait aussi de menus objets indispensables au travail d'écriture de l'ambassade : une bourse avec quatre cachets d'argent, une autre avec deux cachets en fer à frapper accompagnés d'une pâte de plomb et quatre cachets imprimés ; des morceaux de plomb à sceller enveloppés dans du papier ; une troisième bourse avec du cuivre en poudre et d'autres objets.

Le rapport ne mentionne pas la découverte de documents compromettants, mais ceux-ci se trouvaient parmi les lettres conservées dans le troisième coffre. La lettre du 11 février 1546, adressée par le *corregidor* au roi fait état de la découverte d'une lettre chiffrée (*hua carta de cifras*) [CCI,77,83]. Toujours est-il que le navire fut passé au peigne fin, jusqu'au garde-manger (f. 8-8v) et qu'un inventaire des esclaves fut dressé. L'ambassade emportait deux esclaves destinées à la vente, une femme morisque, propriété d'un certain Pero de Carvalho et une africaine, appartenant à D. João de Castro,

le gouverneur de l'*Estado da India*. António, le cuisinier métis du navire avait été acheté par Duarte Catanho à D. Jorge Henriques. Deux domestiques chrétiens, Janico et Martinho, l'accompagnaient dans ses déplacements (le second le suivit en prison). Ils avaient été rachetés à Andrinople quelques années auparavant et sillonnaient la Méditerranée au service de leur maître (f. 9 et 14-14v). C'était le cas également de deux jeunes Hongrois, dont nous ne connaissons que le prénom du premier, Thomas (f. 16). Catanho avait invité Bernaldo Barbarino, une vieille connaissance rencontrée à Lisbonne, originaire de Chios comme lui, à faire partie de l'équipage en tant que gardien du navire. Il ressort de la lecture du manuscrit que la plupart des membres de l'équipage, marins, mousles et moussaillons étaient des rescapés du naufrage d'une nef ragusaine qui avait échoué à Lagos, au sud du Portugal avec une cargaison de blé. Ils furent enrôlés par Duarte Catanho à Lisbonne. Le rapport nous apprend également que la *Barrileiro* (commandée par le Ragusain Nicola Voberi), avait chargé du plomb et des étoffes en Angleterre, et du sucre, du *pau-brasil* et du poivre à Lisbonne.

La marchandise, les sommes d'argent et les biens personnels de l'ambassadeur (il est question dans le rapport d'un lit peint et doré) furent confisqués et confiés à la garde de Lucca Giraldi, à l'exception d'un second lit plus modeste, du linge de corps et d'une somme de cent *cruzados* destinée au quotidien et aux dépenses personnelles de l'ambassadeur arrêté. Notre attention s'est également portée sur l'interrogatoire de Catanho. Questionné sur des lettres de change avec des ordres de paiement à Venise et à Istanbul il déclara ne posséder qu'une seule lettre de change dont le tireur était Lucca Giraldi (avec ordre de paiement à Florence), destinée à « dépêcher des courriers en Turquie à la demande du roi » et éventuellement à y acheter du blé pour le monarque (f. 10).

Les folios 10v à 24v font état des dépositions des témoins, inestimables pour esquisser une première ébauche de la composition de la mission portugaise à Istanbul avant 1545 et pour saisir les activités du réseau marchand de Catanho entre Lisbonne et Istanbul. Le maître de la nef, le Ragusain Nicolao Birrisa, déclara avoir été membre de l'équipage de la nef échouée à Lagos. Engagé à Lisbonne par Duarte Catanho, il intégra l'équipage de la *Barrileiro*, achetée par Catanho et Giraldi en vue du voyage à Istanbul. La nef transportait un écrivain attitré, le Florentin Antonio Gotisco ou Guodiseque, et deux pilotes : le Bisciaïen Joam de Justes, et le Portugais João Eanes (f. 12). Il était prévu que Francisco de Lemos, un passager que Catanho planifia de débarquer à Cadix prenne place également sur la *Barrileiro*. Catanho souhaitait se dégager du pilote portugais. Ce dernier devait conduire le bateau seulement jusqu'à Cadix et y décharger une partie du sucre et du plomb ; l'escale suivante devait être assurée par le pilote bisciaïen jusqu'à Messine. Entre les deux escales, l'itinéraire comportait un mouillage à Alicante pour charger de l'épeautre et un autre à Livourne (f. 11v), où vingt-huit ballots d'étoffes et une tonne de plomb devaient être embarqués. Après l'escale à Messine, le bateau devait rejoindre Chios, où Catanho disposait d'une résidence et d'une autre nef. Transbordé à Chios vers ce second navire chargé d'épeautre, l'équipage ferait route ensuite vers d'Istanbul. Il y chargerait du blé payé par Luca Giraldi et retournerait ensuite au Portugal. On a ainsi identifié l'une des voies (sinon la seule) des acquisitions de blé de D. João III aux Ottomans dans la décennie de 1540, achats qui constituèrent l'un des enjeux des négociations entre les deux puissances.

Enfin, nous avons examiné et commenté lors des dernières séances de la conférence une documentation inédite complémentaire relative au séjour de l'ambassadeur en prison, au château d'Óbidos (nord de Lisbonne) (AN/TT CCI,79,112). Il y fut conduit par António do Loureiro et par le gouverneur militaire de Lisbonne le *alcaide* Jerónimo Moniz. Datée du 21 octobre 1547, la requête du gardien Gião Fiallho donna au roi des nouvelles du prisonnier. Duarte Catanho se plaigna de ses presque deux ans de captivité, sans nouvelles de ses deux fils et de ses biens. Veuf, Duarte Catanho eut en effet un fils et une fille. Cette dernière, Salvagina, dont nous avons publié l'*alvará* la concernant, fut nommée dame d'honneur de la reine du Portugal D. Catarina d'Autriche, la sœur de Charles Quint. Salvagina se maria à Lisbonne avec le marchand (?) génois Bernardo Salvago (AN/TT, *Chancelaria de D. João III, Perdões, Livro* 27, f. 11, [23.X.1555] 1556-1557). En dépit de ses plaintes « car on lui fermait la bouche pour qu'il ne parle, on lui bandait les yeux pour qu'il ne voie et on lui attachait ses mains pour qu'il n'écrive », Duarte Catanho ne fut apparemment pas déféré devant la justice et ne fit l'objet de procès. De manière surprenante, il fut libéré plus tard et réintégra ses fonctions d'ambassadeur auprès de la Porte.

II. Le Portugal et l'Allemagne hitlérienne (V) : la question des bases navales secrètes dans l'Atlantique sud (1933-1945)

Après avoir consacré les années 2009-2012 à l'étude des relations entre le Portugal métropolitain et l'Allemagne hitlérienne pendant la seconde guerre mondiale, grâce, entre autres, à la documentation inédite de l'*Arquivo Histórico do Ministério dos Negócios Estrangeiros* (MNE) [ministère des Affaires étrangères] du Portugal, nous avons étudié ensuite ces relations dans le cadre de l'empire portugais. Un nouveau cycle de conférences, consacré aux activités allemandes en Afrique australe, en Angola, au Mozambique et à Madagascar fut lancé en 2013-2014. Très riche et pratiquement inexploitée, la documentation du MAE réservait plusieurs surprises. C'est ainsi que nous nous sommes intéressés à un dossier (*Arquivo* 27 *Piso, Armº* 49, *maço* 17, *desclassificado* 14.11.1989), qui nous permettait d'inclure dans la conférence une troisième possession portugaise africaine, la Guinée-Bissau. D'autre part, si l'historiographie portant sur l'Angola et le Mozambique dans les années 1940-1945 demeure très limitée, on peut dire que les travaux sur la Guinée-Bissau à cette époque sont quasiment inexistantes. En dehors des problématiques rattachées à la question de l'esclavage (xvi^e-xviii^e siècles), même le xix^e siècle fait l'objet de peu de publications¹.

En effet, ce minuscule territoire de 36 120 km² ouvert sur l'Atlantique, mais enclavé entre la Casamance et la Guinée n'attira pas l'attention en dépit de sa position stratégique. Ses frontières en faveur du Portugal ne furent fixées qu'en 1886 ; l'intérieur des terres demeura pratiquement inconnu, ce qui favorisa la France en 1905. Cette dernière reçut la région de Kadé (Fulamori) que l'on pensait située à 16° de longitude ouest quand en réalité elle se trouvait à l'est. Les peuples africains de la colonie se rebellèrent tour à tour entre 1881 et 1906. Empreinte d'une grande brutalité, la campagne coloniale dite « de pacification » de Teixeira Pinto (1913-1915)

1. Outre René Pélissier, se reporter à Fernando Amaro Monteiro et Teresa Vázquez Rocha, *A Guiné do século XVII ao século XIX : o testemunho dos manuscritos*, Prefácio, Lisbonne, 2004.

ne fit qu'accroître les tensions sociales et politiques. Motivés par les levées d'impôts (dont l'*imposto de palhota*) les derniers soulèvements datent de 1936, menés par les Bijagós insulaires (René Pélissier, *Naissance de la Guinée. Portugais et Africains en Sénégal [1841-1936]*, Montamets : éditions Pélissier, 1996).

Ce rappel historique a permis de mieux comprendre le climat qui régnait en Guinée-Bissau pendant la Seconde Guerre mondiale, et la façon dont les efforts de l'administration coloniale pour stabiliser sa domination ont facilité l'infiltration allemande. Comme mentionné antérieurement, la Guinée-Bissau dispose d'une position stratégique privilégiée, dans la mesure où elle constitue un excellent poste d'observation de l'Atlantique sud, à partir duquel on peut également développer les liaisons maritimes et commerciales avec l'ensemble de l'Amérique latine et le Brésil lusophone. L'intérêt de cet emplacement n'échappa pas au régime hitlérien, pour qui la surveillance de l'Atlantique sud était importante en 1941-1942 (jusqu'à l'opération Torch de 1942). D'un point de vue régional, l'existence d'une frontière de la Guinée-Bissau avec la Casamance accorda une importance supplémentaire à la colonie portugaise.

Réunissant plusieurs télégrammes, coupures de presse, rapports secrets et correspondances personnelles, le dossier du MNE que nous avons étudié a pourtant révélé que les Allemands s'étaient intéressés à la Guinée-Bissau bien avant le déclenchement du conflit. En réalité, l'épisode de la chute de l'avion français, ou le cas de la disparition des aviateurs Gaté (adjudant-chef de l'aviation et de l'aéronautique de l'AOF) et Brée, permet de signaler les années 1934-1935 comme le début de l'intérêt des Allemands pour la colonie portugaise délaissée, où la capitale, Bissau, comptait moins de 20 000 habitants à l'époque.

En 1935, année marquée par l'instabilité sociale dans la colonie, le gouvernement portugais, par le décret législatif 872, entreprit de réglementer la présence des étrangers au sein des sociétés commerciales exerçant leur activité sur le territoire (*La presse coloniale*, 9.I.1935). Un incident fâcheux était survenu le 30 juin 1933. Piloté par Gaté et Brée, l'avion français 821 disparaissait dans l'espace aérien de la Guinée-Bissau pendant un ouragan qui avait fustigé la presque île de Dakar et l'archipel des Bijagós, territoire de la colonie. Après des recherches sur la presqu'île de Dakar (le crash fut d'abord placé au nord de Kambarène)¹, les deux sergents aviateurs furent donnés pour disparus, mais les autorités françaises du Sénégal entamèrent rapidement des démarches pour localiser l'épave et retrouver la trace des aviateurs disparus. En novembre 1934, un aviateur français, le capitaine Georges Dendoid, sollicita un sauf-conduit pour se rendre dans la région présumée de la disparition, en traversant la frontière à Zinguichor et S. Domingos (télégramme du 13.XII.1934). Au vrai, ces initiatives furent accélérées par la démarche de la veuve de Gaté, qui se rendit en Guinée après l'accident, accompagnée par un nommé Figuiet et l'adjudant Chanbon. Madame Gaté essaya de visiter la plage de Djuping, dans l'archipel des Bijagós, où l'appareil se serait écrasé, mais l'accès lui fut interdit par les autorités portugaises. Elle s'éleva contre la version officielle lusitanienne, selon laquelle l'avion ne s'était pas écrasé en Guinée-Bissau, et déclara que le site était préparé pour recevoir une base de sous-marins allemands ; ayant surpris des installations clandestines, les deux

1. Nous avons examiné la déclaration du capitaine Arrighi, commandant du bataillon de Tiaroye, consulat portugais de Dakar, le 8 janvier 1935.

aviateurs auraient été séquestrés. La société des Nations en fut informée (télégramme du 20 décembre 1934). Ses déclarations éveillèrent l'intérêt de la presse métropolitaine et coloniale française (articles de l'*Action française* du 22.XII.1934, du *Paris-Dakar*, du 25.I.1935, de *La presse*, du 26-27.XII.1934) ainsi que de l'italienne (article de *Il Telegrafo* de Livorno, du 27.XII.1934). Le gouvernement portugais fut questionné à propos d'une « base étrangère » dans l'archipel des Bijagós. Au grand dam des autorités coloniales, la région que celles-ci voudraient soustraire aux yeux des étrangers fut d'abord survolée en novembre 1933 par Roussel, un aviateur français qui s'empressa de retourner au Sénégal. Une seconde enquête *in situ* fut confié à un « journaliste » français, Didier Poulain, envoyé en Guinée-Bissau à l'automne 1934. Bravant l'interdit des autorités coloniales (rapports confidentiels adressés au directeur général des affaires politiques du MNE à Lisbonne), Poulain se rendit surtout dans la région habitée par les Felupes, à la frontière de la Casamance. Le voyage éveilla immédiatement les soupçons de l'administration portugaise. En effet, étudiée également par l'auditoire de la conférence, la copie du rapport secret de quinze pages dactylographiées, adressé le 8 octobre 1934 au gouverneur général de la Guinée-Bissau par Jorge Frederico Torres Velez Caroco, directeur des services et affaires indigènes de Bolama (rapport signé par le fonctionnaire Joaquim Carmo, daté du 10 décembre 1934), dévoila le véritable profil de Poulain : aviateur pendant la Première Guerre mondiale, il avait effectué plusieurs missions d'espionnage au service de la France. Il avait renseigné sur le développement et le degré de préparation des forces aériennes allemandes dans l'éventualité d'un conflit. En outre, on lui avait aussi confié des missions en Indochine.

La seconde partie de la conférence mit en valeur ce long rapport, traduit par nos soins à l'attention des auditeurs moins familiarisés avec le langage administratif et les normes du discours officiel du régime en contexte colonial. Sous prétexte d'élucider l'affaire Gaté, Georges Poulain s'intéressa en réalité aux populations indigènes de la colonie, qu'il sembla connaître fort bien. Accompagné par Joaquim Carmo, il visita Ussui, et y rencontra Alfredo, un ex-chef indigène fraîchement converti au christianisme et surveillé en raison des embuscades qu'il avait déjà dressées contre les Portugais. Le groupe visita plusieurs villages (*tabancas*) et Poulain photographia les habitants et les lieux. Il prit également des notes sur la position des *tabancas* et la géographie des fleuves et rivières. Il annonça aussi la visite d'un journaliste du *Matin*, un autre important périodique français, motivée, selon lui, par un reportage sur les religions locales. L'attitude des autorités coloniales, qui avaient d'abord crédité la thèse du crash en territoire de la colonie pour se défaire ensuite, encouragea Poulain, d'autant plus qu'un morceau de toile appartenant à l'avion avait été retrouvé entre les mains des africains, soupçonnés entre-temps d'avoir été incités à la contestation par Madame Gaté.

Le rapport a permis de confirmer l'impression générale, celle du processus de dégradation des relations entre l'AOF et l'administration coloniale portugaise, la première étant accusée d'offrir des sanctuaires aux guinéens rebelles s'opposant à la seconde en refusant de les extraditer (p. 7 du rapport). L'épisode Gaté ne vint qu'envenimer davantage ces relations. Sous foi de notes d'informateurs des portugais résidant à Zinguichor, le groupe français constituait la « garde avancée » d'une grande mission qui viendrait s'occuper de l'affaire Gaté. Il se dessine indiscutablement dans le rapport

la crainte d'une invasion de la petite colonie portugaise relayée par la contestation des Felupe frontaliers de la Casamance (p. 11 du rapport). De plus, les autorités françaises encourageaient les Felupe à rejoindre le Sénégal, en détriment de la région frontière entre le fleuve Farim et S. Domingos. Du point de vue militaire, l'administration clairsemée à la frontière nord ne permettait pas d'envisager une quelconque défense, car une circonscription administrative comme Susana ne comptait que sur quinze soldats. Les réductions financières imposées par la métropole n'autorisaient le recrutement de nouvelles troupes.

L'« affaire Gaté » continua d'être exploitée par la presse française et italienne pendant l'année 1935 (*La dépêche coloniale* du 7-8.I.1935, *La nouvelle dépêche* du 9.I.1935, *Paris-Dakar* du 16.I.1935, *l'Azione Coloniale* de Rome en janvier 1935). Comme observé à l'examen de la lettre adressée de Paris le 9 janvier 1935 au ministre des Affaires étrangères de Salazar, José Caeiro da Matta, le gouvernement portugais craignait encore le scandale, une enquête internationale et surtout une remontée de l'affaire au Quai d'Orsay susceptible d'endommager les relations luso-françaises. La perspective d'une base de sous-marins allemands aux portes de Dakar ne pouvait qu'inciter les autorités de l'AOF à mener une opération militaire frontalière. Le public portugais ne fut pas informé de l'affaire, la censure ayant laissé passer uniquement un entrefilet dans la presse portugaise en novembre 1934. L'affaire fut classée en tant que provocation et « opération de concurrence commerciale », mais le malaise persista, d'autant plus que Madame Gaté avait saisi le garde des Sceaux d'une plainte contre X pour séquestration. En janvier 1935, Velez Caroço et le capitaine Georges Dendoin retournaient sur le terrain pour interroger les Felupe et essayer d'obtenir de nouvelles informations, apparemment sans résultat tangible. Afin de dissiper les tensions, le secrétaire général du gouvernement de l'AOF, Pierre Boisson, avait déjà offert un dîner le 6 janvier 1935, à Dakar, aux officiers portugais et français impliqués dans les recherches ainsi qu'au le consul du Portugal.

Comme la veuve du sergent aviateur Gaté l'avait déclaré en 1933, un groupe de citoyens allemands résidaient en effet dans les îles Bijagós et sur celle de Bubaque en particulier, où ils exploitaient une usine d'huile de palme. Cependant, le 8 janvier 1935, R. M. Bartenstein, le consul du Portugal à Dresde reçut une lettre insolite. Anthropologue et ethnologue, le professeur docteur Bernhard Struck (de l'université de Dresde ?) contactait les autorités portugaises pour leur offrir ses services afin d'éclaircir « les événements dans la Guinée portugaise » (lettre visée par la légation portugaise à Berlin, le 9.I.1935). Versée au dossier, sa lettre en allemand fut traduite et commentée dans l'une des séances du séminaire. Struck aurait été inspiré par les articles sur le crash de l'avion parus dans la presse allemande régionale (à l'exemple du n° 360 du *Dresdener Anzeiger* en date du 30.XII.1934 sous le titre *Das Geheimnis der Bissagos-Inseln*). Il déclare également dans sa lettre avoir accompli des missions scientifiques en Guinée-Bissau en 1930 et 1931, dans la région de Susana et sur l'île de Bubaque. Struck connaissait Bartenstein, qui le recommanda chaleureusement au gouvernement portugais : il semblait détenir la clé de la mystérieuse disparition de l'avion, et paraissait en mesure d'innocenter les autorités portugaises à propos de l'existence de la base sous-marine allemande. Tout porte à croire que Struck était un agent allemand, qui essaya de doubler les officiers français venant de l'AOF. Nous avons achevé

l'examen de cette partie du dossier en rappelant que si la base allemande des Bijagós n'existât pas en tant que telle, ce qui attend encore confirmation, on peut admettre que la colonie allemande de la Guinée-Bissau, à l'exemple de ce qui se passa en Angola et au Mozambique, prépara le terrain à l'implantation des agents hitlériens qui, pendant la guerre, menèrent des activités d'espionnage dans les colonies portugaises africaines. Au delà de la rhétorique politique du régime de Salazar, le décret 872 de 1935, mentionné en début de notre rapport, prétendait répondre à la situation qui se profilait. Il n'en reste pas moins que dans cet imbroglio politico-diplomatique, les Felupe furent instrumentalisés et sont devenus les grands perdants.